ASSEMBLÉE NATIONALE

1er mars 2021

LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE - (N° 3875)

Rejeté

AMENDEMENT

N° 872

présenté par

M. Aubert, Mme Audibert, Mme Boëlle, M. Bony, Mme Bouchet Bellecourt, M. Cinieri, M. Cordier, Mme Corneloup, M. Descoeur, Mme Levy, M. Emmanuel Maquet, M. Menuel, M. Perrut, Mme Poletti, M. Ravier, M. Reiss, M. Teissier, Mme Trastour-Isnart, M. Sermier, Mme Marianne Dubois, M. de Ganay et M. Viala

ARTICLE 46

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article vise à donner une assise législative à l'interdiction des terrasses chauffées et climatisées, en imposant notamment que les autorités publiques gestionnaires du domaine public aient une obligation de prise en compte des objectifs environnementaux dans la délivrance d'un titre d'occupation du domaine public.

Cette disposition va donc remplacer ce qui est aujourd'hui une faculté, en particulier pour les décideurs locaux, en une obligation.

Il s'agit pourtant d'une mesure qui aura un impact dérisoire sur la lutte contre le réchauffement climatique. Ainsi l'étude d'impact du projet de loi estime la réduction de gaz à effet de serre anticipée du fait de l'interdiction des terrasses chauffées à environ 0,48MtCO₂/an, là où la France a émis en 2019 43,1 gigatonnes de CO₂.

Alors que les bars et les restaurants subissent déjà des conditions extrêmement difficiles de travail depuis un an, il convient lorsqu'ils rouvriront de leur permettre de travailler dans les meilleures conditions possibles et de ne pas leur imposer des interdictions supplémentaires qui pourraient nuire à l'accueil de leur clientèle.

Le présent amendement prévoit donc de maintenir la possibilité d'exploiter des terrasses chauffées dans notre pays.